



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de Lille
44, rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE CEDEX
Territoire 1

Lille, le 7 avril 2022

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/03/2022

Partie nominative

DAMART

BOULEVARD CLEMENCEAU

59150 HEM

Affaire suivie par : Isabelle COQUELLE

Téléphone : 03 20 20 40 55 50

Courriel : isabelle.coquelle@developpement-durable.gouv.fr

Références :

Arrêté préfectoral d'autorisation du 13/11/2001

Arrêté préfectoral complémentaire du 31/10/2007

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 28/03/2022 de l'établissement DAMART implanté BOULEVARD CLEMENCEAU, 59150 HEM. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :

- Isabelle COQUELLE

Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :

- Frédéric Souillé, responsable sécurité environnement


Le courriel d'échange avec l'administration est fsouille@damart.com



44, rue de Tournai - CS 40 259 - 59 019 LILLE Cedex

Tél. : 03 20 13 48 48- Fax : 03 20 13 48 78

Horaires d'ouverture et modalités d'accueil sur : <http://www.hauts-de-france.developpement-durable.gouv.fr>

Suivez-nous sur : facebook.com/prefetnord - twitter.com/prefet59 - linkedin.com/company/prefethdf/

Rédacteur
Isabelle COQUELLE

L'ingénieure de l'industrie et des mines

Vérificateur	Approbateur
Vincent MASSON	Sébastien CARRÉ
	
L'inspecteur de l'environnement	Par délégation, le chef de l'Unité Départementale de Lille

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 28/03/2022 de l'établissement DAMART implanté BOULEVARD CLEMENCEAU, 59150 HEM, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le préfet du Nord les propositions suivantes.

Pour les constats « susceptibles de suites », l'exploitant doit, dans les délais précisés, respecter les prescriptions concernées tout en transmettant à l'inspection des installations classées par courrier ou courriel, les justificatifs correspondants (selon les cas : commandes, services faits, étude, analyses, photos, etc.). Dans le cas contraire, il sera proposé de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions édictées pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- Nom : défense extérieure
- Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2001, article 23.2.2.
- Délai : 1 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- Nom : Moyens de secours
- Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2001, article 23.2.6.
- Délai : 1 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, conformément à l'article L. 171-8-I du code de l'environnement, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions édictées, pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- Nom : modifications des installations
- Référence réglementaire : Article L181-14 du code de l'environnement
- Arrêté préfectoral du 13/11/2001, article 28.1
- Délai : 6 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- Nom : mise à l'arrêt des installations
- Référence réglementaire : Article R512-39-1 à R512-39-6 du code de l'environnement
- Article 28.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13/11/2001 – Cessation d'activités
- Délai : 6 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure

Unité départementale de Lille
44, rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE CEDEX
Territoire 1

Lille, le 7 avril 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/03/2022

Contexte et constats

Publié sur



DAMART

BOULEVARD CLEMENCEAU

59150 HEM

Références : Arrêté préfectoral du 13/11/2001
Arrêté préfectoral complémentaire du 31/10/2007

1) Contexte

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 28/03/2022 de l'établissement **DAMART** implanté BOULEVARD CLEMENCEAU, 59150 HEM. L'inspection a été annoncée le 22/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles 2022 de la DREAL Hauts-de-France.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- **DAMART**
- **BOULEVARD CLEMENCEAU, 59150 HEM**
- **Code AIOT dans GUN : 0007002830**
- **Régime : A**
- **Statut Seveso : non**

Le site est constitué de 5 bâtiments de stockages du groupe DAMART.

Les bâtiments A et E concernent le prélèvement, l'emballage et l'expédition.

Le bâtiment C qui était destiné au routage des catalogues est vide depuis fin 2020. L'activité a été externalisée.

Le bâtiment B est le bâtiment de stockage en hauteur, composé de 3 cellules.

44, rue de Tournai - CS 40 259 - 59 019 LILLE Cedex

Tél. : 03 20 13 48 48- Fax : 03 20 13 48 78

Horaires d'ouverture et modalités d'accueil sur : <http://www.hauts-de-france.developpement-durable.gouv.fr>

Suivez-nous sur : facebook.com/prefetnord - twitter.com/prefet59 - linkedin.com/company/prefethdf/

Le bâtiment D est destiné au stockage de papiers et cartons.

Le site s'étend sur une superficie totale de 11hectares de terrain et 60 000m² de bâtiments. Le site emploie 220 personnes. C'est le seul bâtiment du groupe en France et il s'occupe de la livraison des magasins et des achats du site web.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Sécurité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées,
 - les observations éventuelles,
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Constats des points de contrôle :

Les fiches de constats disponibles en partie 2-3 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ¹
Modifications des installations	Article L181-14 du code de l'environnement Arrêté préfectoral du 13/11/2001, article 28.1	/	Mise en demeure, respect de prescription
Mise à l'arrêt des installations	Article R512-39-1 à R512-39-6 du code de l'environnement Article 28.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13/11/2001 – Cessation d'activités	/	Mise en demeure, respect de prescription

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Défense extérieure	Arrêté Préfectoral du 13/11/2001, article 23.2.2.		
Moyens de secours	Arrêté Préfectoral du 13/11/2001, article 23.2.6.		

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Activités autorisées	Arrêté Préfectoral du 13/11/2001,, article 1.1 Arrêté préfectoral complémentaire du 31/10/2007		
Moyens de secours	Arrêté Préfectoral du 13/11/2001,, Article 23.2. - Moyens de secours Article 23.2.1. - Accessibilité		
Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 13/11/2001, article 23.2.4.		

¹ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Modification des installations

<p>Référence réglementaire : Article L181-14 du code de l'environnement Arrêté préfectoral du 13/11/2001, article 28.1</p>
<p>Thème(s) : Modification des installations</p>
<p>Prescription contrôlée : Article L181-14 du code de l'environnement Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.</p> <p>En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.</p> <p>Article 28.1 Toute modification apportée au mode d'exploitation, à l'implantation du site ou d'une manière générale à l'organisation doit être portée à connaissance du préfet [.....]</p>
<p>Constats : Le dossier de porter à connaissance présenté par l'exploitant en 2006 indiquait pour ce bâtiment D, un stockage de masse. Lors de la visite d'inspection, il a été constaté un changement des produits stockés et des conditions de stockage dans le bâtiment D : stockage de cartons en rack.</p> <p>Toute modification notable apportée à une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) soumise à autorisation (y compris enregistrement) doit être portée à la connaissance du préfet en vertu des articles L.181-14, R.181-46 et R.512-46-23 du code de l'environnement. L'inspection des installations classées analyse alors la nature de cette modification et peut proposer au préfet trois suites possibles :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la modification est jugée notable et substantielle au sens des R.181-46 et R.512-46-23, un nouveau dossier de demande d'autorisation environnementale devra alors être constitué (avec étude d'incidence ou étude d'impact) et déposé par l'exploitant auprès du guichet unique ICPE du département en question. 2. La modification est jugée notable et non substantielle et un arrêté de prescriptions complémentaires peut être proposé au préfet. 3. La modification est jugée notable et non substantielle et l'arrêté encadrant l'exploitation de l'ICPE ne nécessite pas de modification.
<p>Observations : Les modifications apportées aux conditions d'exploitation (produits stockés et modifications du stockage...) n'ont pas été portées à la connaissance du Préfet conformément à l'article 28.1 <i>Modifications</i> de l'arrêté préfectoral du 13/11/2001.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Propositions de suites : Arrêté préfectoral de mise en demeure</p>

Nom du point de contrôle : Mise à l'arrêt des installations

Référence réglementaire : Article R512-39-1 à R512-39-6 du code de l'environnement Article 28.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13/11/2001 – Cessation d'activités
Thème(s) : Mise à l'arrêt des installations
Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement. III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté l'arrêt des installations de routage au sein du bâtiment catalogues.
Observations : L'exploitant n'a pas notifié au préfet la mise à l'arrêt définitif des installations soumises à autorisation, visées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 novembre 2001 conformément aux dispositions de l'article R. 512-39-1 du Code de l'Environnement.
Type de suites proposées : avec suites
Propositions de suites : arrêté préfectoral de mise en demeure

Nom du point de contrôle : Activités autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2001,, article 1.1
Arrêté préfectoral complémentaire du 31/10/2007

Thème : Activités autorisées

Prescription contrôlée :

1.1. - Activités autorisées

La Société DAMART SERVIPOSTE dont le siège social est situé à ROUBAIX, avenue de la Fosse aux Chênes, ci-après dénommée « l'exploitant », est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter Bd Clémenceau, ZAC de BEAUMONT à HEM, les installations suivantes :

Libellé de l'installation	Caractéristiques de l'installation	N° de rubrique	Classement A/AS/D/NC (1)
Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public.	Volume total = 102 000 m ³ pour un stockage d'environ 3 740 tonnes de produits combustibles : - Bâtiment B « grande hauteur » ; - Bâtiment « catalogues-cintres ».	1510	A
Transformation du papier carton	Atelier catalogues, capacité 30 t/j : impression laser, pliage, découpage, étiquetage, mise sous pli	2445	A
Combustion	2 chaudières au gaz naturel totalisant 4,4 MW, un moteur diesel (sprinkler et RIA) de 98 kW, soit 4,5 MW au total	2910.A	D
Compression / réfrigération	5 compresseurs d'air totalisant 154 kW absorbés et 3 climatiseurs (fréon R22) totalisant 78,5 kW absorbés, soit 232,5 kW au total	2920-2	D
Atelier de charge d'accumulateurs	Puissance totale de 57,7 kW	2925	D
Papiers usés	Compacteurs déchets papiers : 30 t	329	NC
Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables	Capacité équivalente : 17 l	1432-2	NC
Dépôt de bois, papier, carton	Encours atelier catalogues : 150 m ³	1530	NC
Stockage de matières plastiques	Housses de cintres : 5 m ³	2663	NC

(1) Activité soumise à : A Autorisation
D Déclaration
NC Non classée

L'établissement est implanté sur un terrain de 9,2 ha environ, occupe 45 000 m² couverts et comprend les zones principales suivantes :

- Parkings, quais, bureaux, locaux techniques (local de charge, sprinklers, transformateurs) ;
- Ateliers de personnalisation des catalogues, préparation de commande, emballage et tri postal ;
- entrepôts de stockage.

Rubrique 1530 : classement à D suite à l'APC du 31/10/2007

Constats : Compte-tenu de l'évolution des activités exploitées sur le site, l'exploitant indique que
- L'atelier de routage ayant été fermé, le site n'est plus classé au titre de la rubrique 2445 : transformation du papier-carton

- une chaudière supplémentaire a été installée et concerne la rubrique 2910-a

- compte-

Pour les autres rubriques mentionnées dans l'APA, l'exploitant indique qu'une mise à jour est nécessaire.

Observations : L'exploitant doit mettre à jour son classement ICPE et le porter à connaissance du préfet afin de tenir compte de l'évolution de ses activités sur le site et de la nomenclature des installations classées

Type de suites proposées : sans suite

Nom du point de contrôle : Moyens de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2001,, Article 23.2. - Moyens de secours Article 23.2.1. - Accessibilité
Thème : Moyens de secours
Prescription contrôlée : Une voie de 4 m de largeur et de 3 m 50 de hauteur libre en permanence doit permettre la circulation des engins des Services de lutte contre l'Incendie sur le demi-périmètre au moins ; les voies en cul-de-sac disposeront d'une aire de manœuvre permettant aux engins de faire demi-tour. A partir de cette voie, les Services de lutte contre l'incendie doivent pouvoir accéder à toutes les issues de l'entrepôt par un chemin stabilisé de 1,30 m de large au minimum et sans avoir à parcourir plus de 60 m.
Constats : Vue en inspection la voie engins sur chemin stabilisé est présente sur l'ensemble du périmètre. Une voie est également disponible et transverse le centre du site. Le site est accessible pour les moyens de secours à moins de 60m en tout point de la voie.
Observations : Aucune
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Défense extérieure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2001, article 23.2.2.
Thème : Défense extérieure
Prescription contrôlée : La défense extérieure est assurée par un hydrant situé à moins de 200 m. Deux hydrants publics et 2 poteaux d'incendie privés, d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés, défendent le site. Les besoins à assurer sont de 400 m ³ sur deux heures. L'exploitant sera en mesure de garantir ces besoins, si nécessaire par une réserve d'eau correctement dimensionnée.
Constats : Vu en inspection les 2 hydrants privés situés à côté du bâtiment C et à côté du bâtiment D. Le débit des poteaux privés donne les résultats suivants : 110 et 86 m ³ /h. Le débit des 2 poteaux privés et des 2 poteaux publics n'a pas été réalisé en simultané.
Observations : L'exploitant n'est pas en mesure de fournir les informations sur les débits sur les 4 poteaux. Le débit mesuré sur les 2 poteaux privés en non simultané (392 m ³ /h) est inférieur au débit prescrit dans l'arrêté (400m ³ /h). L'exploitant devra se rapprocher du service de la MEL (ILEO service DECI) afin de faire mesurer les débits des 4 hydrants en simultané.
Type de suites proposées : susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2001, article 23.2.4.
Thème : Désenfumage
Prescription contrôlée : Des exutoires représentant le 1 % de la superficie mesurée en projection horizontale seront posés pour permettre l'évacuation des fumées et gaz chauds. Ils doivent posséder une commande automatique, doublée d'une commande manuelle accessible du sol et située à proximité des issues. Les fenêtres et vasistas donnant directement sur l'extérieur peuvent intervenir dans le calcul, sous réserve qu'ils soient situés dans le tiers supérieur du volume et manœuvrables du sol.
Constats : Les exutoires présents dans chaque bâtiment sont conformes. Dans les 2 bâtiments B et E, le désenfumage est mécanique pour les niveaux intermédiaires. Les ouvertures se déclenchent avec un fusible ou une cartouche CO ₂ . L'exploitant a fourni le rapport de vérification annuelle sans écart du désenfumage mécanique réalisée le 10/09/2021. La vérification annuelle sur le désenfumage manuel réalisé le même jour présente des écarts.
Observations : Les écarts relevés pour le désenfumage manuel au sein des bâtiments A, B, D et E devront être levés.
Type de suites proposées : sans suite

Nom du point de contrôle : Moyens de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2001, article 23.2.6.
Thème : Moyens de secours
<p>Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer d'une installation d'extinction automatique à eau, conforme aux normes NFS 62-210 à NFS 62-215 ainsi qu'aux règles de l'APCAD, maintenue en bon état de fonctionnement et qui se compose des éléments minimaux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • source A : 30 m³ et une pompe de 60 m³ /h à 6,02 bars, alimentée par le réseau eau de ville ; • source B : une pompe de 398 m³/h à 6,87 bars sur le réseau eau de ville ; • locaux sprinkler comprenant des pressostats de démarrage pour maintenir la surpression dans le réservoir. <p>Dans les parties où la hauteur d'entreposage est de plus de 8 m, le dispositif d'extinction automatique comporte des réseaux intermédiaires.</p> <p>Des extincteurs seront disposés en nombre et capacité appropriée aux risques. Ces appareils doivent être judicieusement répartis, visibles et accessibles en toutes circonstances.</p> <p>Des robinets d'incendie armés de 40 mm seront installés conformément aux normes NFS 61-201 et S 62-201 et suivant la règle R5 de l'A. P. S. A. D. ; ils doivent être placés à proximité des issues. Leur choix et leur nombre doivent être tels que toute la surface des locaux puisse être battue par l'action simultanée de deux lances au moins (tenir compte des aménagements intérieurs). Le réseau de RIA sera maintenu hors gel.</p> <p>Les moyens de secours doivent être vérifiés au moins une fois par an. Pour les pompes du réseau d'extinction automatique, la fréquence de vérification est ramenée à 2 semaines. Ces vérifications sont consignées sur un registre de sécurité.</p>
<p>Constats : L'ensemble du site est sprinklé.</p> <p>Les extincteurs sont répartis sur l'ensemble du site ainsi que les RIA qui sont hors gel (locaux chauffés en hiver).</p> <p>L'exploitant a fait une modification des sources d'approvisionnement suite au changement du sprinklage en 2014 : 2 sources organisées comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 pompe aspirant dans une réserve d'eau de 398m³ à 6,87 bar (au lieu de 30m³) - 1 pompe aspirant dans une réserve d'eau de 700m³ <p>L'exploitant a fourni le certificat de conformité N1 relatif à l'installation de sprinklage du 30 juin 1995.</p> <p>Un test sur les pompes est réalisé toutes les 2 semaines par Dalkia.</p>
<p>Observations : Les modifications apportées aux sources doivent être intégrées dans un dossier de porter à connaissance à ce sujet. L'exploitant fournira pour l'installation de sprinklage datant de 2014 également un certificat de conformité de l'installation vis-à-vis du référentiel choisi (FM, APCAD...).</p>
Type de suites proposées : susceptible de suite

ARRÊTÉ N ° ... du portant mise en demeure de respecter les prescriptions applicables aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement pour l'exploitation d'un entrepôt par la société DAMART, à HEM

LE PRÉFET DU NORD

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral délivré le 13 novembre 2001 à la société *DAMART* accordant l'autorisation d'exploiter un entrepôt couvert de stockage de matières combustibles sur le territoire de Hem à l'adresse suivante boulevard Clémenceau concernant notamment la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'article L181-14 du code de l'environnement qui dispose : «

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.

L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.

Vu l'article 28.1 de l'arrêté préfectoral délivré le 13 novembre 2001 qui dispose : «

Toute modification apportée au mode d'exploitation, à l'implantation du site ou d'une manière générale à l'organisation doit être portée à connaissance du préfet [.....]

Vu les articles R-512-39-1 à R-512-39-6 du code de l'environnement : «

I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;

2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.

Vu l'article 28.4 de l'arrêté préfectoral délivré le 13 novembre 2001 qui dispose : «

En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site ne état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511.1 du code de l'environnement

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du [précisez la date] conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier/courriel du [précisez la date] ;

ou

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant ce qui suit :

1. lors de la visite du 28/03/2022, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :
 - des modifications des conditions d'exploitation et des installations classées pour la protection de l'environnement sont survenues sur le site sans être portées à la connaissance du Préfet ;
 - des installations classées pour la protection de l'environnement ont été mises à l'arrêt sans être notifiées au Préfet ;
2. ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article L181-14 du code de l'environnement, des articles R-512-39-1 à R-512-39-6 du code de l'environnement, des articles 28. 1 et 28.4. de l'arrêté préfectoral délivré le 13 novembre 2001 susvisé ;
3. face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société AMF QSE de respecter les prescriptions et dispositions de l'article L181-14 du code de l'environnement, des articles R512-39-1 à R-512-39-6 du code de l'environnement, des articles 28. 1 et 28.4. de l'arrêté préfectoral délivré le 13 novembre 2001 , afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Nord

ARRÊTE

Article 1 – La société DAMART exploitant un entrepôt de stockage, sise boulevard Clémenceau sur la commune de Hem est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article L181-14 du code de l'environnement, des articles R512-39-1 à R-512-39-6 du code de l'environnement, des articles 28. 1 et 28.4. de l'arrêté préfectoral délivré le 13 novembre 2001 dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

Article 3 – Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Lille, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr

La cour administrative d'appel peut être saisie par l'application télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr

Article 4 – Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département Nord pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté sera notifié à la société DAMART

Ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord
- Monsieur le Maire de la commune de Hem
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

